Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom:	Richelieu
Code géographique :	55057
Type d'organisme municipal :	Municipalité locale



Attestation of	du trésorie	r ou du s	ecrétaire-tré	sorier sur	le rapport	financier	consolidé
, illostation t	20 U C 30 I C	i ou uu s	oci ciane ne	JULICI JUL	ic rapport	IIIIIaiioioi	COLISCITAL

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

		_	
Aux membres du conseil,			
Je soussigné(e), Sylvie Charpentier		, atteste la véracité du rapport fina	ancier consolidé
de Richelieu (Nom de l'organisme)	po	our l'exercice terminé le 31 décemb	ore 2015.
[Originale signée]			
Signature	Date	2016-05-30	

TABLE DES MATIÈRES

Section I	PAGE
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant Rapport du vérificateur général	6 6.1
Renseignements complémentaires consolidés Informations sectorielles consolidées Résultats détaillés par organismes Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes Situation financière par organismes Flux de trésorerie par organismes Charges par objets par organismes	7 8 9 10 11 12 13
État consolidé des résultats État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) État consolidé des gains et pertes de réévaluation État consolidé de la situation financière État consolidé des flux de trésorerie	14 15 15 16 17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés Autres renseignements complémentaires consolidés Excédent (déficit) accumulé Avantages sociaux futurs Endettement total net à long terme	18 19 20 21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés Analyse des charges consolidées	23 24
Section II Autres renseignements financiers - Table des matières	26

S4

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

6

Aux membres du conseil municipal de Ville de Richelieu

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Richelieu et des partenariats auxquels elle participe, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Richelieu et des partenariats auxquels elle participe au 31 décembre 2015 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Richelieu inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux

pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106981

Granby

DATE 2016-05-30

S6 (2)

	DU VÉRIFICATEUI	D CENEDAL
RAPPURI	DU VERIFICATEUI	R GENERAL

[Original signé par]

DATE _____

S6.1 6.1

| The second sec

| Particular | Par | The second sec

Company of the Co

| March | Marc

| The color of the

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	ı	Réalisations 2014 Réalisations 201			15	
	_	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement						
Excédent (déficit) de l'exercice	1	679 023	2 079 414	83 688	2 163 102	
Éléments sans effet sur la trésorerie	•					
Amortissement	2	868 616	937 351	38 057	975 408	
Autres			00.00.	00 00.	0.0.00	
- Perte valeur sur placement	3	15 942	17 616		17 616	
- Gain sur cession - ajustement	4	2		(643)	(643)	
	5	1 563 583	3 034 381	121 102	3 155 483	
Variation nette des éléments hors caisse						
Débiteurs	6	305 121	(796 366)	177 487	(618 879)	
Autres actifs financiers	7		(. 55 555)		(0.00.0)	
Créditeurs et charges à payer	8	325 192	(119 241)	32 929	(86 312)	
Revenus reportés	9	(3 784)	(31 457)	(864)	(32 321)	
Actif / passif au titre des avantages	9	(3 7 0 4)	(31 437)	(004)	(32 321)	
sociaux futurs	40			(10.440)	(10 448)	
	10			(10 448)	(10 440)	
Propriétés destinées à la revente	11			(07)	(07)	
Stocks de fournitures	12	40.005	(0.4.000)	(87)	(87)	
Autres actifs non financiers	13	19 995	(21 939)	(291)	(22 230)	
	14	2 210 107	2 065 378	319 828	2 385 206	
Activités d'investissement en						
immobilisations						
Acquisition	15	(3 629 689)	(1 400 026) (29 814) (1 429 840)	
Produit de cession	16			640	640	
	17	(3 629 689)	(1 400 026)	(29 174)	(1 429 200)	
Activités de placement						
Prêts, placements de portefeuille à titre						
d'investissement et participations dans des						
entreprises municipales						
Émission ou acquisition	18	(22 767)	(19 397) () (19 397	
Remboursement ou cession	19	,	57 713 [^]	, (57 713	
Autres placements de portefeuille						
Acquisition	20	()	()() (,	
Cession	21	(() (/(,	
Variation nette des placements temporaires	22			111 559	111 559	
variation nette des placements temporaires	23	(22 767)	38 316	111 559	149 875	
Activitée de financement (note 22)		(22 101)	30 3 10	111 559	149 07 3	
Activités de financement (note 23)		102.005	2 600 740	10 575	2 640 245	
Émission de dettes à long terme	24	192 805	2 600 740	18 575	2 619 315	
Remboursement de la dette à long terme	25			, ,	827 800	
Variation nette des emprunts temporaires	26	2 765 264	(2 765 264)	(90 629)	(2 855 893)	
Variation nette des frais reportés liés à la dette						
à long terme	27	4 326	(19 949)		(19 949)	
Autres						
-	28					
	29	0.000.004	(4.004.440)	(00.044)	(4.004.00=)	
A constant of the first of the	30	2 233 991	(1 004 113)	(80 214)	(1 084 327)	
Augmentation (diminution) de la trésorerie	31	791 642	(200 445)	224 000	21 554	
et des équivalents de trésorerie	JI	131042	(300 445)	321 999	21 554	
Trécororio et équivalente de trécorreis						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32	2 522 425	4 20E 077	105 570	A E40 640	
(insuffisance) au début de l'exercice	32	3 533 435	4 325 077	185 572	4 510 649	
Trésorerie et équivalents de trésorerie						
(insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	4 325 077	4 024 632	507 571	4 532 203	
(modernous and minute i exercice (mode 23)	00	7 020 011	7 027 002	307 37 1	+ 552 205	

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget		Réalisations		
	2015		2015	2014	
				Redressées note 20	
Revenus					
Taxes	1	5 763 241	6 219 695	5 681 911	
Compensations tenant lieu de taxes	2	64 000	80 877	84 684	
Quotes-parts	3		126 941	152 725	
Transferts	4	732 305	1 935 870	419 399	
Services rendus	5	555 585	636 108	664 994	
Imposition de droits	6	164 500	231 437	222 196	
Amendes et pénalités	7	156 415	138 553	147 448	
Intérêts	8	63 054	103 348	118 233	
Autres revenus	9	31 830	148 969	90 605	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises					
municipales	10				
·	11	7 530 930	9 621 798	7 582 195	
Charges					
Administration générale	12	1 125 803	1 124 138	971 503	
Sécurité publique	13	1 498 504	1 472 785	1 410 802	
Transport	14	2 287 756	2 300 978	1 994 968	
Hygiène du milieu	15	1 538 103	1 405 003	1 286 406	
Santé et bien-être	16	127 940	126 065	120 137	
Aménagement, urbanisme et développement	17	191 599	167 991	168 365	
Loisirs et culture	18	707 878	628 524	610 713	
Réseau d'électricité	19	707 070	020 02 1	010110	
Frais de financement	20	283 347	233 212	252 205	
Taio de inidirection	21	7 760 930	7 458 696	6 815 099	
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(230 000)	2 163 102	767 096	
		(====)			
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercic	ce 23		19 429 463	16 450 792	
Redressement aux exercices antérieurs (note 20			(2)	2 211 575	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début	/		()		
de l'exercice	25		19 429 461	18 662 367	
Excédent (déficit) accumulé					
à la fin de l'exercice	26		21 592 563	19 429 463	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget		Réalisations		
		2015	2015	2014	
			I	Redressées note 20	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(230 000)	2 163 102	767 096	
Variation des immobilisations					
Acquisition	2 (167 933) (1 429 840) (3 670 744)	
Produit de cession	3				
Amortissement	4	1 034 337	975 408	907 970	
(Gain) perte sur cession	5		(640)	(531)	
Réduction de valeur / Reclassement	6		640	531	
	7	866 404	(454 432)	(2 762 774)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8				
Variation des stocks de fournitures	9		(87)	(680)	
Variation des autres actifs non financiers	10		(22 230)	21 615	
	11		(22 317)	20 935	
	12	636 404	1 686 353	(1 974 743)	
Gains (pertes) de réévaluation nets	13				
Variation des actifs financiers nets ou de la					
dette nette	14	636 404	1 686 353	(1 974 743)	
Actife financiare note (dette notte) ou début de					
Actifs financiers nets (dette nette) au début de			(2.450.242)	(2.606.045)	
l'exercice	15		(3 459 213)	(3 696 045)	
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) /	4.0		(2)	0.044.676	
Reclassement de propriétés destinées à la revente Actifs financiers nets redressés (dette nette redresse	16		(2)	2 211 575	
•	,		(2.450.245)	(4 494 470)	
au début de l'exercice	17		(3 459 215)	(1 484 470)	
Actifs financiers nets (dette nette)					
à la fin de l'exercice	18		(1 772 862)	(3 459 213)	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	4 532 203	4 532 950
Placements temporaires	2		111 559
Débiteurs (note 5)	3	4 334 508	3 715 629
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5	50 245	106 176
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	8 916 956	8 466 314
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		22 301
Emprunts temporaires (note 10)	11		2 855 893
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 150 080	1 236 392
Revenus reportés (note 12)	13	82 789	115 110
Dette à long terme (note 13)	14	9 402 506	7 630 940
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	54 443	64 891
The second and the se	16	10 689 818	11 925 527
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(1 772 862)	(3 459 213)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	23 298 068	22 843 636
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	25 250 000	22 043 030
Stocks de fournitures	20	3 033	2 946
Autres actifs non financiers (note 17)	21	64 324	42 094
ratios actio non infanciers (note 17)	22	23 365 425	22 888 676
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	21 592 563	19 429 463

Obligations contractuelles (note 18) Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

S20 16

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014 Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 163 102	767 096
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	975 408	907 970
Autres			
- Perte de valeur sur placement	3	17 616	15 942
- Gain sur cession-ajustement	4	(643)	(527)
	5	3 155 483	1 690 481
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(618 879)	92 229
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(86 312)	328 858
Revenus reportés	9	(32 321)	(3 845)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(10 448)	(12 226)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(87)	(680)
Autres actifs non financiers	13	(22 230)	21 615
	14	2 385 206	2 116 432
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15 (1 429 840)	(3 670 744
Produit de cession	16	640	531
	17	(1 429 200)	(3 670 213)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement			
et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18 (19 397)	(22 767)
Remboursement ou cession	19	57 713	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20 ()	(
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22	111 559	(1 436)
	23	149 875	(24 203)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	2 619 315	201 457
Remboursement de la dette à long terme	25 (827 800)	•
Variation nette des emprunts temporaires	26	(2 855 893)	2 855 893
Variation nette des frais reportés liés à la dette			
à long terme	27	(19 949)	4 326
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(1 084 327)	2 322 604
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des			
équivalents de trésorerie	31	21 554	744 620
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
au début de l'exercice	32	4 510 649	3 766 029
Tué a que in a téquipalante de tué a que in (inquéticana)			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	4 532 203	4 510 649
		. 302 203	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2, et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Société d'exploitation de la centrale de traitement	
d'eau Chambly - Marieville - Richelieu (SECT'Eau)	11,60%
Conseil intermunicipal de transport Chambly -	
Richelieu - Carignan (CIT - CRC)	8,13%
Régie intermunicipale de police Richelieu -	
Saint-Laurent (Régie)	2,72%

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

S22-1 18-1

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements

Les placements temporaires, qui sont constitués de dépôts à terme, ainsi quel les placements à long terme à titre d'investissement sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

S22-1 18-1 (2)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes qui suivent :

INFRASTRUCTURES		
Usine et bassins d'épuration	40	ans
Conduites d'égout	40	ans
Conduites d'aqueduc	40	ans
Purification et traitement de l'eau	40	ans
Dépotoirs et incinérateurs	40	ans
Chemins, rues, routes et trottoirs	40	ans
Ponts, tunnels et viaducs	40	ans
Surface d'origine ou resurfaçage majeur	15	ans
Système d'éclairage des rues	20	ans
Réseau d'électricité	40	ans
Aménagement parcs publics, stationnement	20	ans
Autres infrastuctures	40	ans
BÂTIMENTS		
Édifices administratifs, communautaires		
et récréatifs		ans
Atelier, garage et entrepôt		ans
Autres	30	ans
AMÉLIORATIONS LOCATIVES		
Ameliorations locatives (50 000 \$ à 500 000 \$)	_	ans
Améliorations locatives (50 000 \$ a 500 000 \$) Améliorations locatives (plus de 500 000 \$)		ans
Americiacions locatives (plus de 500 000 \$)	10	ans
VÉHICULES		
Automobiles	10	ans
Véhicules lourds	15	ans
Autres véhicules moteurs	10	ans
Réparations majeures	5	ans
•		
AMEUBLEMENT ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU		
Équipement informatique	5	ans
Équipement informatique Équipement téléphonique		ans ans
Équipement informatique	10	
Équipement informatique Équipement téléphonique	10 10	ans
Équipement informatique Équipement téléphonique Ameublement et équipement de bureau Autres	10 10	ans ans
Équipement informatique Équipement téléphonique Ameublement et équipement de bureau Autres MACHINERIE, OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT DIVERS	10 10 10	ans ans ans
Équipement informatique Équipement téléphonique Ameublement et équipement de bureau Autres MACHINERIE, OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT DIVERS Machinerie lourde	10 10 10	ans ans ans
Équipement informatique Équipement téléphonique Ameublement et équipement de bureau Autres MACHINERIE, OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT DIVERS Machinerie lourde Unité mobile	10 10 10	ans ans ans ans
Équipement informatique Équipement téléphonique Ameublement et équipement de bureau Autres MACHINERIE, OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT DIVERS Machinerie lourde	10 10 10 20 20 10	ans ans ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

S22-1 18-1 (3)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

S22-1 18-1 (4)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées (Ville, Régie et SECT'Eau)

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les Régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la Ville, la Régie et la SECT'Eau sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées (Régie)

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

S22-2 18-2

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

S22-2 18-2 (2)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Avantages sociaux futurs :
- Passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- Coûts liés aux services passés découlant de modifications aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- Montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet sur la charge des cotisations versées par un autre employeur : sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010;
- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

Passif au titre des sites contaminés

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260, « Passif au titre des sites contaminés ».

L'adoption de cette nouvelle norme, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2014, n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la Ville au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date.

Paiements de transfert

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être

S22-3 18-3

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

financées par emprunts dont certains travaux ont été réalisés. Antérieurement, la Ville ne constatait que la partie de la subvention qui était exigible et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, alors que les interprétations de la norme comptable sur les paiements de transfert indiquent que ces subventions doivent être comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées par le cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Ville a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, les ajustements suivants :

	Augmentation (diminution) \$
État consolidé de la situation financière	
Débiteurs - gouvernement du Québec et ses entreprises	1 915 436
Dette nette	(1 915 436)
Excédent accumulé	1 915 436
État consolidé des résultats	
Revenus - transferts	(296 139)
Excédent de l'exercice	(296 139)
Excédent accumulé au début de l'exercice	2 211 575
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	1 915 436

S22-3 18-3 (2)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse		60 660	25 662
	1	00 000	25 002
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille Note	3		
Note			
Débiteurs			
Taxes municipales	4	420 751	423 073
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	3 570 612	2 865 242
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	96 039	162 265
Organismes municipaux	8	89 582	104 170
Autres	0	03 302	104 170
- Intérêts	_	3 004	4 392
- Mutations et divers	9	154 520	
- Mutations et divers	10		156 487
	11	4 334 508	3 715 629
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	3 395 700	2 310 700
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	3 395 700	2 310 700
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	14 927	9 160
Note			
Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
_			
	20		
	21		
Note			
Discourants de nantafavilla			
Placements de portefeuille		50.045	100.1=0
Placements à titre d'investissement	22	50 245	106 176
	22 23	50 245 50 245	106 176 106 176

S22-4 18-4

Le placement à titre d'investissement est constitué de la participation dans le fonds de garantie de la franchise collective en responsabilité civile et en biens (UMQ).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

2044

2045

		2015	2014	
Avantages sociaux futurs				
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs				
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(54 443)	(64 891)	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 () (
	27	(54 443)	(64 891)	
Charge de l'exercice		· · · · · ·	,	
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	73 557	78 121	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29			
Régimes à cotisations déterminées	30			
Autres régimes (REER et autres)	31	53 749	39 596	
Régimes de retraite des élus municipaux	32	410	411	
	33	127 716	118 128	
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires»	pour plus de d	étails.		
Note				
Autres actifs financiers				
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34			
Autres	35			
	36			
Note				

10. Emprunts temporaires

9.

Le CIT - CRC bénéficie d'une marge de crédit de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 1,5% (4,2%; 4,5% au 31 décembre 2014) et renégociable en 2016.

La SECT'Eau bénéficie d'une marge de crédit de 300 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25% (2,95%; 3,25% au 31 décembre 2014) et renouvelable annuellement.

Créditeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	519 128	461 264
Salaires et avantages sociaux	38	203 264	139 685
Dépôts et retenues de garantie	39	209 062	311 458
Provision pour contestations d'évaluation	40		9 690
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Gouvernement du Québec	43	50 817	31 669
- Gouvernement du Canada	44	26 202	22 904
- Organismes municipaux	45	114 346	154 524
- Intérêts courus sur dette LT	46	27 261	35 009
- Autres charges	47		70 189
	48	1 150 080	1 236 392

Note

S22-5 18-5

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	49		58 724
Transferts	50	29 095	1 095
Autres			
- Contribution promoteur	51	52 075	52 808
- Services non rendus	52	1 619	2 483
	53	82 789	115 110

Note

S22-5 18-5 (2)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

						2015	2014
Dette à long terme	Taux d'i	ntérêt	Échéa	ance			
•	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	3,17	2023	2035	54	9 429 400	7 648 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
A					57		
Autres dettes à long terme					50		
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58 59		
Organismes municipaux Obligations découlant de contrats de					59		
location-acquisition	2,65	3,37	2016	2019	60	23 991	13 576
Autres					61		
					62	9 453 391	7 661 876
Frais reportés liés à la dette à long terme					63 (50 885) (30 936
					64	9 402 506	7 630 940

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets			Autres dette	Autres dettes à long terme			Total 2015		
	_	Avec fonds mortissement	Sans fonds d'amortissement	_	Location- acquisition	_	Autres	_ 		
2016	65	73	859 500	81	10 141	90		98	869 641	
2017	66	74	873 700	82	7 990	91		99	881 690	
2018	67	75	845 700	83	5 503	92		100	851 203	
2019	68	76	617 400	84	1 270	93		101	618 670	
2020	69	77	629 800	85		94		102	629 800	
2021 et +	70	78	5 603 300	86		95		103	5 603 300	
Intérêts	71	79	9 429 400	87	24 904	96		104	9 454 304	
et frais accessoire	e .			00/	913	\		105 (913)	
3006330116	3			88(913)		105 (913)	
	72	80	9 429 400	89	23 991	97		106	9 453 391	

Note

		2015	2014
Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(1 772 862)	(3 459 213)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108		
Autres	109		
	110	(1 772 862)	(3 459 213)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT	_		_		-	7 4000000000000000000000000000000000000	_	
Infrastructures								
Eau potable	111	465 754	139	2 927	166		193	468 68
Eaux usées	112		140		167		194	
Chemins, rues, routes, trottoir	S.							
ponts, tunnels et viaducs	113	3 084 572	141	473 279	168		195	3 557 8
Autres	114	23 309 125	142	420 280	169		196	23 729 4
Réseau d'électricité	115	20 000 120	143	120 200	170		197	20 / 20 /
Bâtiments	116	3 708 675	144		171		198	3 708 6
Améliorations locatives	117	31 524	145	106	172		199	31 6
Véhicules	118	1 330 273	146	167 038	173	8 821	200	1 488 4
Ameublement et équipement	110	1 000 270	140	107 000	170	0 02 1	200	1 400 4
de bureau	119	480 418	147	2 401	174		201	482 8
Machinerie, outillage et équiper		400 410	147	2 401	174		201	40Z 0
divers	120	1 110 673	148	67 746	175		202	1 178 4
Terrains	121	268 115	149	07 740	176		202	268 1
Autres	122	200 113	150		177		203	200 1
Auties	122 _	33 789 129	150 _	1 133 777	177 -	8 821	204 —	34 914 0
Lance de War Carra de la comp								
Immobilisations en cours	124 _	160 355	152	296 063	179		206	456 4
,	125	33 949 484	153	1 429 840	180	8 821	207	35 370 5
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	279 484	154	11 656	181		208	291 1
Eaux usées	127		155		182		209	
Chemins, rues, routes, trottoir	S,							
ponts, tunnels et viaducs	128	842 890	156	116 588	183		210	959 4
Autres	129	6 337 084	157	629 836	184		211	6 966 9
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	1 488 954	159	74 321	186		213	1 563 2
Améliorations locatives	132	31 263	160	31	187		214	31 2
Véhicules	133	866 622	161	84 870	188	8 821	215	942 6
Ameublement et équipement								
de bureau	134	349 518	162	20 523	189		216	370 0
Machinerie, outillage et équiper	nent							
divers	135	910 033	163	37 583	190		217	947 6
Autres	136		164 _		191		218	
	137	11 105 848	165	975 408	192	8 821	219	12 072 4
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	22 843 636					220	23 298 0
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations	3							
Coût	221	78 709	224	23 312	226	8 821	228	93 2
Amortissement cumulé	222 (57 424	_	11 171	_	8 821	229 (59 7
Valeur comptable nette	223	21 285	· `=		´ ` -		′ ₂₃₀ `—	33 42

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

34 437	41 919
29 887	175
	42 094
	29 887 64 324

18. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, d'après des contrats de déneigement et des services d'évaluation échéant en 2019, à verser une somme totale de 131 350 \$.

En vertu de divers contrats, la Régie s'est engagée pour les cinq prochains exercices pour une somme globale de 726 420 \$. Pour pourvoir à ces obligations, la Régie devra prévoir pour les prochains exercices financiers les sommes suivantes :

- Location d'équipement : 242 308 \$ en 2016, 116 869 \$ en 2017, 96 325 \$ en 2018, 82 576 \$ en 2019 et 67 553 \$ en 2020;
- Location d'immeuble : 120 789 \$ en 2016.

Le principal engagement du CIT - CRC est un contrat avec un transporteur échéant en décembre 2018 qui s'élève approximativement à 22 150 000 \$.

De plus, le CIT - CRC s'est engagé, en vertu d'un contrat de gestion des opérations et de gestion de la billetterie échéant en décembre 2016, à verser une somme totale de 430 000 \$.

La SECT'Eau s'est engagée, d'après des contrats de gestion des opérations échéant en 2019, à verser une somme totale de 225 093 \$.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Rouville. Au 31 décembre 2015, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 89 565 \$.

S22-8 18-8

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

b) Auto-assurance

La Régie assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

c) Poursuites

Au cours de l'exercice, la Régie a fait l'objet de griefs de certains de ses employés pour une somme indéterminée. La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

d) Autres

S/O

S22-8 18-8 (2)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

20. Redressement aux exercices antérieurs

Voir note 3 - Modification de méthodes comptables

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

22. Instruments financiers

S/O

		2015	2014
241		4 532 203	4 532 950
	1	+ 332 203 \	22 301
	() (111 559
243			111 339
245			
246			
247			
248	() (111 559
249	() (
250	() (
251	Ì) (
252	ì) (
253	ì) (
		, (
254		4 532 203	4 510 649
201		1 002 200	1010010
255			
	247 248 249 250 251 252 253	242 (243 244 245 246 247 248 (249 (250 (251 (252 (253 (242 () (243) (244) (245) (246) (247) (250) () (251) (252) (253) () (254) 4 532 203

S22-9 18-9

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

2015

2014

24. Fonds local d'investissement

256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 U 31 DÉCEMBE 266 267 268 269 270 (271 272	RE	
257 258 259 260 261 262 263 264 265 U 31 DÉCEMBF 266 267 268 269 270 (RE	
257 258 259 260 261 262 263 264 265 U 31 DÉCEMBF 266 267 268 269 270 (RE	
258 259 260 261 262 263 264 265 U 31 DÉCEMBF 266 267 268 269 270 (RE	
258 259 260 261 262 263 264 265 U 31 DÉCEMBF 266 267 268 269 270 (RE	
259 260 261 262 263 264 265 U 31 DÉCEMBF 266 267 268 269 270 (271	RE	
260 261 262 263 264 265 U 31 DÉCEMBF 266 267 268 269 270 (RE	
261 262 263 264 265 U 31 DÉCEMBF 266 267 268 269 270 (RE	
261 262 263 264 265 U 31 DÉCEMBF 266 267 268 269 270 (RE	
261 262 263 264 265 U 31 DÉCEMBF 266 267 268 269 270 (RE	
262 263 264 265 U 31 DÉCEMBF 266 267 268 269 270 (RE	
263 264 265 U 31 DÉCEMBF 266 267 268 269 270 (RE	
264 265 U 31 DÉCEMBF 266 267 268 269 270 (271	RE	
265 U 31 DÉCEMBF 266 267 268 269 270 (271	RE	
266 267 268 269 270 (RE	
266 267 268 269 270 (RE	
267 268 269 270 (
267 268 269 270 (
268 269 270 (271		
269 270 (271		
270 (271		
271		
)	(
272		
212		
273		
274		
275		
276		
277		
ACEMENIS DE	EPORTEFEUILLE	
278		
279		
280		
281		
à titre d'investi	ssement, y compris	
lo		
ie prets		
	278 279 280 281	279 280 281 à titre d'investissement, y compris

S22-10 18-10

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

25. Fonds local de solidarité

	2015	2014
ÉSULTATS		
282		
283		
284		
285		
286		
287		
288		
289		
290		
291		
292		
ICIÈDE ALI 31 DÉCEMBRE	:	
	•	
293		
	1	1
)	(
299		
300		
301		
302		
303		
304		
T DES PLACEMENTS DE I	PORTEFEUILLE	
307		
308		
309		
n s'il y a lieu		
gements de prêts		
	_ 	
	283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 ICIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 293 294 295 296 297 (298 299 300 301 302 303 304 305 306 T DES PLACEMENTS DE I 307 308	ÉSULTATS 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 ICIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 293 294 295 296 297 () 298 299 300 301 302 303 304 305 306 T DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE 307 308 309 In s'il y a lieu

S22-11 18-11

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

26 Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 750 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

La Régie possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

S22-12 18-12

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 521 992	2 334 229
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 752 096	2 077 416
Réserves financières et fonds réservés	3	433 900	521 890
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (5	(15 170)) (18 540)
Financement des investissements en cours		(421 217)	(3 084 172)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	17 290 622	17 598 640
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7 8	21 592 563	19 429 463
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		21 392 303	19 429 403
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 521 992	2 334 229
Organismes contrôlés	10	. 52. 552	_ 00 :0
organionico controles	11	1 521 992	2 334 229
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Divers projets	12	2 561 337	1 903 125
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	2 561 337	1 903 125
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- SECT'Eau	22	122 213	122 213
- CIT - CRC	23	68 546	52 078
-	24		
	25	190 759	174 291
	26	2 752 096	2 077 416
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- CIT - CRC	27	36 787	45 220
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	36 787	45 220
Fonds réservés	00	200.000	400.007
Fonds de roulement	33	309 823	423 637
Fonds parcs et terrains de jeux	34	46 896	12 455
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	0.050	00.045
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	2 056	26 816
Financement des activités de fonctionnement	38	38 338	13 762
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres			
-	41		
-	42		
-	43		
	44		
	45	397 113	476 670
	46	433 900	521 890

S23-1 19-1

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	47 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()
Avantages sociaux futurs		, ,	•
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	49 (23 419) (18 540)
Régimes non capitalisés	50 () ()
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 ((6 027)) ()
Régimes non capitalisés	53 () (,)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () (,)
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () (ý
Mesures transitoires relatives à la TVQ	•	, (,
Utilisation du fonds général	56 () ()
Utilisation du fonds de roulement	57 () (ý
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () (,)
Autres	`	, (,
- Frais d'emission	59 ((30 506)) ()
- Solde disponible	60 ((2 056)) ()
	61 ((15 170)) (18 540)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()
Autre financement	63 () ()
	64 ((15 170)) (18 540)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65		
Investissements à financer	66 (421 217) (3 084 172)
	67	(421 217)	(3 084 172)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			· · ·
Éléments d'actif			
Immobilisations	68	23 298 068	22 843 636
Propriétés destinées à la revente	69		0.000
Prêts	70		
Placements à titre d'investissement	71	50 245	106 176
Participations dans des entreprises municipales	72	00 2 10	100 110
T di tiolpatione dano doo onti oprioco mamoipaleo	73	23 348 313	22 949 812
	· ·		
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74	9 402 506	7 630 940
Frais reportés liés à la dette à long terme	75	50 885	30 936
Montants des débiteurs et autres montants affectés			
au remboursement de la dette à long terme	76 (3 395 700) (344 904)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () (1 965 800)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () (,)
·	79	6 057 691	5 351 172
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80		
	81	6 057 691	5 351 172
	82	17 290 622	17 598 640
			40.0

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentai de retraite	res	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	3	2	3	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Régie de police offre une rente de retraite calculée selon un pourcentage de salaire pour chaque année de service reconnue.

Des prestations sont également versées lors de la cessation de participation résultant du décès ou de la cessation d'emploi avant la retraite.

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Les impacts de la Loi sur les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité sont non significatifs, étant donné le pourcentage de participation peu élevé (2,87%) dans le partenariat.

S24-1 20-1

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs Actif (passif) au début de l'exercice		(64 891)	(77 117)
Charge de l'exercice	4 5	(73 557)	(77 117) (78 121)
Cotisations versées par l'employeur	5 6	84 005	90 347
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	(54 443)	(64 891)
,	•		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	2 578 351	2 300 104
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de	O		
l'exercice	9	(2 674 237)	(2 458 270)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	(95 886)	(158 166)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis) Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour	11	41 443	93 275
moins-value	12	(54 443)	(64 891)
Provision pour moins-value	13	(()	(()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	(54 443)	(64 891)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	15	3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	2 565 292	2 300 104
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de		(0.674.007.)	(2.459.270)
l'exercice Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(2 674 237) (108 945)	(2 458 270) (158 166)
Situation actuariere nette : denoit de comptabilisation	18	(()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	111 471	108 113
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	111 471	(92 787)
Cotisations salariales des employés	21	(57 515)	15 326 (60 959)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes	22	(37 313)	(00 939)
interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23	((
	24	53 956	(45 633)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	7 634	11 824
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une			
modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-valu	I e 26		95 341
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28		
Variation de la provision pour moins-value Autres	29		
	20		
_	30 31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	61 590	61 532
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	152 454	140 659
Rendement espéré des actifs	34	(140 487)	(124 070)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	11 967	16 589
Charge de l'exercice	36	73 557	78 121

S24-1 20-1 (2)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	195 418	193 312
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (140 487) (124 070)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	54 931	69 242
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations			
constituées	40	(10 734)	(10 533)
Prestations versées au cours de l'exercice	41	58 692	73 989
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la			
valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	2 603 262	2 377 049
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres			
de créances émis par l'organisme municipal	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des			
obligations présentée à la ligne 9			
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	88 941	74 046
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	1 808	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	14	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53		
Autres hypothèses économiques			
-	54		
-	55		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice 56		57		58	
Description des régimes, date de la plus récente	évaluation actuarielle	et a	utres renseignemen	ts	
			2015		2014
Conciliation du passif au titre des avantages soc	iaux futurs				
Passif au début de l'exercice		59	()	()
Charge de l'exercice		60	(()
Prestations ou primes versées par l'employeur		61			
Passif à la fin de l'exercice		62	()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation Valeur des obligations au titre des prestations constità la fin de l'exercice Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels no passif ou titre des prentages espigny future à la fin de	uées n amortis)	63 64	()	(
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin d	e i exercice	65	()	(

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014	
Charge de l'exercice					
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66				
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67				
	68				_
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas	00				
de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	00 (\ /		١
de regimes interemployeurs dont rorganisme municipal est le promoteur	69 (.) (—)
	70				
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71				
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés)					
lors d'une modification de régime	72				
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73				
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74				
Autres					
-	75				
_	76				
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77				_
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées					
	78		. —		_
Charge de l'exercice	79				
Informations complémentaires					
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations					
constituées	80				
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81				
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation					
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)					
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82		%		%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)			%		%
	83				
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84		%		%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85		%		%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86		%		%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87				
Autres hypothèses économiques					
- ·	88				
-	89				
	00				
RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES					
Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90					
Description descriptions of subsections					
Description des régimes et autres renseignements					
S/0					
		2045		2044	
Ohanna da Harranaiaa		2015		2014	_
Charge de l'exercice					
Cotisations de l'employeur	91				_

S24-3 20-3

C)

D)

E)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)			
Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92	_2		
Description des régimes et autres renseignements La Ville offre à ses employés un régime de retrait L'employé cotise 4% ou plus de son salaire régulie régulier de l'employé.			
La SECT'Eau offre à ses employés un régime de retr l'employeur et l'employé cotisent 6% du salaire ré			ollectif où
Charge de l'exercice Cotisations de l'employeur	93	2015 53 749	2014 39 596
RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX			
Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)		94 95	X Oui Non
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96	2015	2014 15
Description du régime Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce der complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en personnes ayant droit à une rente du RREM à cette d'déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus par	rnier s'ap n poste le date, sont de retrai	ppliquant de faço è 31 décembre 200 c des régimes à p ite des élus muni	n 0 et aux restations cipaux

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

règles fixés par règlement du gouvernement.

participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et

		2015	2014
Cotisations des élus au RREM	97	122	122
Charge de l'exercice Contributions de l'employeur au RREM	98	410	411
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99 100	410	411

S24-4 20-4

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Note		

S24-4 20-4 (2)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale		
Dette à long terme	1	9 429 400
Ajouter		404.040
Activités d'investissement à financer	2	421 216
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement Autres	4	
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	2 055
Débiteurs	8	3 395 700
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés Autres	11	
	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	6 452 861
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	23 991
Endettement net à long terme	16	6 476 852
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	89 565
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	6 566 417
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités		
reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	6 566 417
Endettement total not à long tompe lié ou réage. diffe stricité (inclus si dessure)	22	
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques		
(inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		

S25 21



ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Administration	n municipale	Données consolidées		
TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE						
Taxes générales						
Taxe foncière générale	1	3 872 899	3 905 982	3 905 982	3 778 247	
Taxes spéciales	'	0 072 000	0 000 002	0 000 002	0770217	
Service de la dette	2					
Activités de fonctionnement	3					
Activités d'investissement	4					
Taxes de secteur	4					
Taxes spéciales						
Service de la dette	5	248 313	300 597	300 597	266 835	
Activités de fonctionnement	6	240010	000 001	000 001	200 000	
Activités d'investissement	7		389 640	389 640		
Autres	8		000 040	000 040		
7101100	9	4 121 212	4 596 219	4 596 219	4 045 082	
SUR UNE AUTRE BASE						
Taxes, compensations et tarification						
Services municipaux						
Eau	10	337 980	339 439	339 439	328 700	
Égout	11					
Traitement des eaux usées	12	300 105	302 322	302 322	303 081	
Matières résiduelles	13	324 163	334 038	334 038	369 492	
Autres						
-Sécurité publique	14	423 500	423 928	423 928	413 695	
-Cour d'eau	15	20 000				
 -Vidange fosse septique 	16	24 429	23 175	23 175	24 208	
Centres d'urgence 9-1-1	17					
Service de la dette	18	211 852	200 574	200 574	197 653	
Activités de fonctionnement	19					
Activités d'investissement	20					
	21	1 642 029	1 623 476	1 623 476	1 636 829	
Taxes d'affaires						
Sur l'ensemble de la valeur locative	22					
Autres	23					
	24	4 0 4 0 0 0 0	4 000 470	4 000 470	4 000 000	
	25	1 642 029	1 623 476	1 623 476	1 636 829	
	26	5 763 241	6 219 695	6 219 695	5 681 91 ⁻	
	26	0 100 Z4 I	0 2 19 093	0 2 19 093	5 001 91	

S27-1 23-1

Non audité	Administration	n municipale	Données consolidées		
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014	
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du					
gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière 27	,				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification 28	,				
Taxes d'affaires 29					
Compensations pour les terres publiques 30	1			6 851	
31				6 851	
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux 32	27 500	37 681	37 681	36 970	
Cégeps et universités 33	}				
Écoles primaires et secondaires 34	33 000	39 160	39 160	40 863	
35	60 500	76 841	76 841	77 833	
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et					
d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière 36	3 500	4 036	4 036		
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification 37	,				
Taxes d'affaires 38					
	3 500	4 036	4 036		
40	64 000	80 877	80 877	84 684	
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière 41					
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification 42	!				
Taxes d'affaires 43	}				
44					
ODC ANIOMEO MUNICIDALIV					
ORGANISMES MUNICIPAUX Taxes sur la valeur foncière 45					
Taxes sur la valeur foncière 45 Taxes sur une autre base)				
Taxes, compensations et tarification 46					
Taxes, compensations et tarification 40					
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises					
autoconsommatrices d'électricité 48					
Autres 49					
50)				
51	64 000	80 877	80 877	84 684	

S27-2 23-2

Non audité		Administration	municipale	Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES D PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERT FONCTIONNEMENT					
Administration générale	52	51 239	10 143	10 143	7 832
Sécurité publique					
Police	53				
Sécurité incendie	54				
Sécurité civile	55				
Autres	56				
Transport					
Réseau routier	67	13 793	18 942	18 942	10 490
Voirie municipale Enlèvement de la neige	57 58	13 / 93	10 942	10 942	10 490
Autres	59				
Transport collectif	00				
Transport concetti					
Transport régulier	60			265 651	265 841
Transport adapté	61			200 001	200 0 1 1
Transport scolaire	62				
Autres	63				
Transport aérien	64				
Transport par eau	65				
Autres	66				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de					
l'eau potable	67				
Réseau de distribution de l'eau potable	68	68 994	50 245	50 245	32 190
Traitement des eaux usées	69				
Réseaux d'égout	70	256 452	65 667	65 667	48 190
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés Matières recyclables Collecte sélective	71				
Collecte et transport	72				
Tri et conditionnement	73				
Autres	74				
Autres	75				
Cours d'eau	76				
Protection de l'environnement	77				
Autres	78				
Santé et bien-être					
Logement social	79	5 371	3 585	3 585	5 371
Sécurité du revenu	80				
Autres	81				
Aménagement, urbanisme et développement	00				
Aménagement, urbanisme et zonage	82				
Rénovation urbaine	83				
Promotion et développement économique	84 85				
Autres	UJ				
Loisirs et culture Activités récréatives	86	3 500	3 750	3 750	4 200
Activités culturelles	00	3 300	3 / 30	3 100	4 200
Bibliothèques	87		8 700	8 700	7 400
Autres	88		0 700	0 700	37 885
Réseau d'électricité	89				07 000
1.000aa a olootiloito	90	399 349	161 032	426 683	419 399
		000010	101 002	.20 000	. 10 000

S27-3

Non audité	Administration municipale			Données consolidées		
		dget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TRANSFERTS (suite)	20	15	2015	2015	2014	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES D	F					
PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERT						
INVESTISSEMENT						
Administration générale	91					
Sécurité publique						
Police	92					
Sécurité incendie	93					
Sécurité civile	94					
Autres	95					
Transport						
Réseau routier						
Voirie municipale	96		30 000	30 000		
Enlèvement de la neige	97		4= 40:	4= 40:		
Autres	98		15 124	15 124		
Transport collectif						
Transport en commun						
Transport régulier	99					
Transport adapté	100					
Transport scolaire	101					
Autres	102					
Transport aérien	103					
Transport par eau	104					
Autres	105					
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de	100					
l'eau potable	106		4 440 000	4 440 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		1 440 000	1 440 000		
Traitement des eaux usées	108					
Réseaux d'égout	109					
Matières résiduelles Déchets domestiques et assimilés	110					
Matières recyclables	110					
Collecte sélective						
Collecte selective Collecte et transport	111					
Tri et conditionnement	112					
Autres Autres	113 114					
Cours d'eau	115					
Protection de l'environnement	116					
Autres	117					
	117					
Santé et bien-être	118					
Logement social Sécurité du revenu	119					
Autres	120					
Aménagement, urbanisme et développement	.20					
Aménagement, urbanisme et developpement Aménagement, urbanisme et zonage	121					
Rénovation urbaine	122					
Promotion et développement économique	123					
Autres	124					
Loisirs et culture						
Activités récréatives	125		24 063	24 063		
Activités culturelles	.20		24 003	24 003		
Bibliothèques	126					
Autres	127					
Réseau d'électricité	128					
Neseau a electricite	129		1 509 187	1 509 187		
	140		1 508 101	1 509 101		

S27-4

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Administratio	n municipale	Données consolidées		
TRANSFERTS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014	
TRANSFERTS DE DROIT						
Regroupement municipal	130					
Péréquation	131					
Réorganisation municipale	132					
Neutralité	133					
Diversification des revenus	134					
Compensation pour la collecte sélective						
de matières recyclables	135					
Programme d'aide financière aux MRC	136					
Autres	137					
	138					
TOTAL DES TRANSFERTS	139	399 349	1 670 219	1 935 870	419 399	

S27-5 23-5

Non audité			on municipale	Données co	
SERVICES RENDUS		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES					
MUNICIPAUX					
Administration générale Application de la loi	140				
Évaluation	141				
Autres	142				
Autres	143				
Sécurité publique	143				
Police	144				
Sécurité incendie	145				
Sécurité civile	146				
Autres	147				
Addies	148				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	149				
Enlèvement de la neige	150				
Autres	151				
Transport collectif	152		5 810	448 925	444 013
Autres	153		3 3 1 3	110 020	111010
	154		5 810	448 925	444 013
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de					
l'eau potable	155				
Réseau de distribution de l'eau potable	156				
Traitement des eaux usées	157				
Réseaux d'égout	158				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	159		11 758	11 758	
Matières recyclables			11.700	11700	
Collecte sélective					
Collecte et transport	160				
Tri et conditionnement	161				
Autres	162				
Autres	163				
Cours d'eau	164				
Protection de l'environnement	165				
Autres	166				
7.10.100	167		11 758	11 758	
Santé et bien-être					
Logement social	168				
Autres	169				
	170				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	171				
Rénovation urbaine	172				
Promotion et développement économique	173				
Autres	174				
	175				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	176				
Activités culturelles					
Bibliothèques	177				
Autres	178				
	179				
Réseau d'électricité	180				
	181		17 568	460 683	444 013
			555		510

S27-6 23-6

Non audité	Administration		Données consolidées		
SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
					-
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	182	6 500	13 815	13 815	14 072
Sécurité publique	183	15 000	42 035	90 807	82 077
Transport					
Réseau routier	184		2 400	2 400	1 380
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185				
Transport adapté	186				
Transport scolaire	187				
Autres	188				
Autres	189				
Hygiène du milieu	190	3 000	5 400	6 819	43 904
Santé et bien-être	191				
Aménagement, urbanisme et	101				
développement	192				
Loisirs et culture	193	64 700	61 584	61 584	79 548
Réseau d'électricité	194	04700	01004	01 004	70040
resear a cicotriote	195	89 200	125 234	175 425	220 981
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	89 200	142 802	636 108	664 994
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	197	14 500	19 466	19 466	16 801
Droits de mutation immobilière	198	150 000	211 971	211 971	205 395
Droits sur les carrières et sablières	199				
Autres	200				
	201	164 500	231 437	231 437	222 196
AMENDES ET PÉNALITÉS	202		1 366	138 553	147 448
INTÉRÊTS	203	60 000	98 301	103 348	118 233
WIENEIO	203	00 000	00 00 1	100 040	110 200
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			640	531
Produit de cession de propriétés destinées					
à la revente	205				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et					
sur cession de placements	206				
Contributions des promoteurs	207		34 441	34 441	
Contributions des automobilistes pour le					
transport en commun	208				
Contributions des organismes municipaux	209				
Autres contributions	210				
Autres	211		22 955	113 888	90 074
	212		57 396	148 969	90 605
S27-7	212		51 380	140 909	23-7

			DES CHARGES CON TERMENT LE 14 DEC				
No. auto		10000	Name and Published Associated Aso	ALCOHOLD !	Total	Participation of the last of t	Maria Maria
CONTRACTOR SENSON.							
		-	71.00		7180	70.00	- 1
Microsoft Publication Prince Microsoft Control Microsoft Control	-	722	100	area	75	100.70 500.00 77.00	7
		127.00	1,011.00	431	1,000,000	125/76	122
TAMANUS TO THE PARTY OF T							
		76175	146.647	1704	100.00	19194	
Energy to run							
							100
Transportunismus. Transportunismus.	- 1	-	275.66	1100	200	105000	181

	Eastle C	OF TENSION OF ST	SECURENT SET			
	Total Control					
			Transport T		Facilities .	
TO SAID						
	. ~			10.80	17100	70.00
Transport has seen only	: :		Thron			
Contract of Services	: 4	2 22		200	-	27.0
Recognic Reference on programma Collection and Marie				-	Carrier	744
		- ::		-	-	1.00
				11.00		
Auto Nets Promise a strangement accoming	2					
Tracking of companies	: :	- 42		110	190	

| The column | The

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel Taux global de taxation réel	27 28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement	
et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

S30 26

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Aux membres du conseil municipal de Ville de Richelieu

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Richelieu (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

S31 27

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

[Original signé par]

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106981

Granby

DATE <u>2016-05-30</u>

S31 27 (2)

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions		1	6 219 695
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM		2	
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10	
Revenus de taxes		11	6 219 695

S32 28

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS				
Revenus de taxes			1	6 219 695
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	
Total partiel			4	6 219 695
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus				
en application du taux de base	7	337 773		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8			
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9 .		10	337 773

5 881 922

Revenus admissibles aux fins du calcul du

taux global de taxation réel

S33 29

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES	_
Évaluation des immeubles imposables effective¹au 1er janvier 2015 ²	1 589 867 800
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2 594 161 200
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 592 014 500
CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	45 881 922
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 592 014 500
Taux global de taxation réel de 2015	6 , 9 9 3 5 / 100 \$
ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSA	DI 50 ¹
EVALUATION NON AJUSTEE DES IMMEUBLES IMPOSA EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015	ABLES
Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8

(ligne 7 + ligne 8) ÷ 2

Évaluation non ajustée des immeubles imposables

S34 30

^{1.} Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent. 2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

^{3.} Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Administrat	ion municipale	Données consolidées				
		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014			
IMMOBILISATIONS								
Infrastructures								
Conduites d'eau potable	1		239 677	239 677	2 426 115			
Usines de traitement de l'eau potable	2			3 642				
Usines et bassins d'épuration	3							
Conduites d'égout	4		34 157	34 157	521 147			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5							
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		467 165	467 165	457 438			
Ponts, tunnels et viaducs	7							
Systèmes d'éclairage des rues	8							
Aires de stationnement	9							
Parcs et terrains de jeux	10		59 774	59 774	41 565			
Autres infrastructures	11		86 672	86 672	6 114			
Réseau d'électricité	12							
Bâtiments								
Édifices administratifs	13							
Édifices communautaires et récréatifs	14		315 455	315 455				
Améliorations locatives	15			106				
Véhicules								
Véhicules de transport en commun	16							
Autres	17		143 726	167 038	114 876			
Ameublement et équipement de bureau	18		110120	2 401	9 776			
Machinerie, outillage et équipement divers	19		53 400	53 753	93 713			
Terrains	20		00 1 00	00 700	33 7 13			
Autres	21							
Autics	21							
	22		1 400 026	1 429 840	3 670 744			

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Infrastructures autres que pour nouveau				
développement		_		
Conduites d'eau potable	23			11 584
Usines de traitement de l'eau potable	24		3 642	
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			19 578
Autres infrastructures	27	597 980	597 980	372 161
Infrastructures pour nouveau développen	nent			
(ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	239 677	239 677	2 414 531
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	34 157	34 157	501 569
Autres infrastructures	32	15 631	15 631	132 956
Autres immobilisations	33	512 581	538 753	218 365
	34	1 400 026	1 429 840	3 670 744

S36

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre		
Dette à long terme							
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	7 648 300	2 600 724	819 624	9 429 400		
Obligations et billets en monnaies étrangères	2						
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec							
et ses entreprises	3						
Organismes municipaux	4						
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	_	13 576	18 591	8 176	23 991		
Autres	5 6	13 370	10 091	0 170	23 991		
7.di.do	7	7 661 876	2 619 315	827 800	9 453 391		
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :							
Par l'organisme municipal							
Emprunts refinancés par anticipation Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme	8						
Excédent de fonctionnement affecté	9						
Réserves financières et fonds réservés	10	26 817	2 056	26 817	2 056		
Fonds d'amortissement	11						
Montant à la charge							
D'une partie des contribuables ou							
des municipalités membres	12	4 763 849	1 158 668	333 809	5 588 708		
De l'ensemble des contribuables ou		F00 F40	40.504	440.474	400.007		
des municipalités membres De la municipalité (Société de	13	560 510	18 591	112 174	466 927		
transport en commun)	14						
	15	5 351 176	1 179 315	472 800	6 057 691		
Par les tiers (montants affectés au							
remboursement de la dette à long terme) Débiteurs							
Gouvernement du Québec		0.040.700	4 440 000	255 000	0.005.700		
et ses entreprises Organismes municipaux	16	2 310 700	1 440 000	355 000	3 395 700		
Autres tiers	17 18						
Addisorded	19	2 310 700	1 440 000	355 000	3 395 700		
Débiteurs encaissés non encore appliqués							
au remboursement de la dette	20						
5	21	2 310 700	1 440 000	355 000	3 395 700		
Revenus futurs découlant des ententes	20						
conclues avec le gouvernement du Québec Prêts	22 23						
Autres	24						
	25	2 310 700	1 440 000	355 000	3 395 700		
	26	7 661 876	2 619 315	827 800	9 453 391		
Dette en cours de refinancement	27 ()		(
Reclassement / Redressement	28						

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Administration		Données consolidées				
		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014			
Administration générale								
Application de la loi	1							
Évaluation	2							
Autres	3	30 505	30 192	30 192	21 184			
Sécurité publique								
Police	4	838 500	838 492					
Sécurité incendie	5	14 044	14 044	14 044	11 338			
Sécurité civile	6							
Autres	7							
Transport								
Réseau routier	8							
Transport collectif	9	140 945	140 945	51 933				
Autres	10							
Hygiène du milieu								
Eau et égout	11	246 583	157 876					
Matières résiduelles	12	348 592	340 123	340 123	373 615			
Cours d'eau	13	5 490	5 490	5 490	5 439			
Protection de l'environnement	14							
Autres	15							
Santé et bien-être								
Logement social	16	52 940	51 065	51 065	45 137			
Autres	17							
Aménagement, urbanisme et								
développement								
Aménagement, urbanisme et zonage	18							
Rénovation urbaine	19							
Promotion et développement économique	20	64 711	64 318	64 318	58 922			
Autres	21							
Loisirs et culture								
Activités récréatives	22	44 501	43 676	43 676	55 039			
Activités culturelles	23							
Réseau d'électricité	24							
	25	1 786 811	1 686 221	600 841	570 674			

			FOR LA RÉMUNERATION ROCK TERMINE LE PL			
	process person		Service records (record)	Nameniusian	Steges	Tenn'
international contraction		600	20,00	364 600	01.605	46 16
helessimmels						
North Montelle Ent. Pages for ach delected from an Art argues of Sengton in the Art				1 215 126	24130	100,400
Mark Water of the Paper	point and appears	OLIA DELENINA	Control of the latest		AN NO. For texts, and texts	
North Montelle Ent. Pages for ach delected from an Art argues of Sengton in the Art	point and appears	OLIS COMMUNICATION COMMUNICATI	NAME OF TRANSPORT OF	1 Ind 166 Interior program by 1, is served Interior program by 1, in the control of the control	AND NO.	100,00
North Montelle Ent. Pages for ach delected from an Art argues of Sengton in the Art	point and appears	GLIS DES REVEN	us of Teachers of	1 John Sill. Internal private har 1, a valva- religion del private per del Recognition del prais silvate Recognition del prais silvat Colonia del prais silvat Colonia del prais Colonia del prais Colonia del prais	AND NO.	
Property and the control of the cont	point and appears	GLIS DES REVEN	United Transport of the State o	1 John Sill. Internal private har 1, a valva- religion del private per del Recognition del prais silvate Recognition del prais silvat Colonia del prais silvat Colonia del prais Colonia del prais Colonia del prais	DE SOI	100,00
Mining Street St	ana re	DES REVOLUTION OF THE PARTY OF	United Transport of the State o	1 John Sill. Internal private har 1, a valva- religion del private per del Recognition del prais silvate Recognition del prais silvat Colonia del prais silvat Colonia del prais Colonia del prais Colonia del prais	DE SOI	100,00
Introduced discharged of the Page of the Control of the Page of the P	### TO THE PERSON NAME OF THE PE	OLIS PRIVATE DES PRIVATE DE PRIVATE DES PR	to the stage and	1 John Sill. Internal private har 1, a valva- religion del private per del Recognition del prais silvate Recognition del prais silvat Colonia del prais silvat Colonia del prais Colonia del prais Colonia del prais	DE SOI	Tend
International distribution of the Page of	### TO THE PERSON NAME OF THE PE	DELLE PROPERTY OF THE PROPERTY	United Transport of the State o	1 John Sill. Internal private har 1, a valva- religion del private per del Recognition del prais silvate Recognition del prais silvat Colonia del prais silvat Colonia del prais Colonia del prais Colonia del prais	DE SOI	100,00
Introduced discharge of the Page of the Control of the Page of the Pa	### TO THE PERSON NAME OF THE PE	OLIS PRIVATE DES PRIVATE DE PRIVATE DES PR	to the stage and	Initial visit Initial	DE SOI	Tend
International distribution of the Page of	### TO THE PERSON NAME OF THE PE	GI III	to delicate del proportion del propo	1 John Sill. Internal private har 1, a valva- religion del private per del Recognition del prais silvate Recognition del prais silvat Colonia del prais silvat Colonia del prais Colonia del prais Colonia del prais	DE SOI	Tend

-	macrate or cost one services assessment also consocial seasons filment of in decimal or in										
	ner-		Marine Marine Marine		неро		Name of Street		Sales de la companya	-	nn.
	100				147				140	Ŀ	
											2.45
										-	-
		### A PART	**************************************	### 1997 1997	### Company of the co	Table Tabl	### 1	The content of the	1	The second sec	

| March | Marc

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 400 026	3 629 689
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 400 026	3 629 689

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	2 210 707	1 699 741
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	2210707	1 000 7 11
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 210 707	1 699 741
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à			
des fins fiscales	4	839 962	1 106 283
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 744 200)	(595 317)
Réserves financières et fonds réservés	8	(',	(,
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(904 238)	510 966
Solde à la fin de l'exercice	12	1 306 469	2 210 707
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 903 125	1 717 531
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	28 341	
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 931 466	1 717 531
Ajouter (déduire)			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(239 931)	(49 140)
Activités d'investissement	17	(874 398)	(360 583)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 744 200	595 317
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	629 871	185 594
Solde à la fin de l'exercice	22	2 561 337	1 903 125
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	464 063	569 327
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	101 000	000 02.
Solde redressé au début de l'exercice	25	464 063	569 327
Ajouter (déduire)		101000	000 02.
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	86 260	40 741
Activités d'investissement	27	(166 975)	(146 005)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	(100 010)	(110000)
Financement des investissements en cours	29		
- manooment des investissements en cours	30	(80 715)	(105 264)
Oalda à la fin de llevensies		· , ,	, ,
Solde à la fin de l'exercice	31	383 348	464 063

S46-1 38-1

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité			2015	2014	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		,	,	1	`
Solde au début de l'exercice	32	()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement Solde redressé au début de l'exercice	33	- /	\		
Augmentation de l'exercice	34)		
Avantages sociaux futurs					
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007					
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 er janvier 2007	00	`	,	(,
Régimes capitalisés					
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites					
d'enfouissement	39	()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40	()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		,	,	,	,
Utilisation du fonds général	41	()	()
Utilisation du fonds de roulement	42	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	((22 562))	()
Autres	44	((32 562))	()
Einancement à lang terme des activités de fonctionnement	45	((32 302))	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement Mesure transitoire relative à la TVQ	40	(1	1)
Autre financement	46 47	()	()
Autre illiancement	48	((32 562))	()
Diminution de l'exercice	40		(02 002))		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49				
Remboursement de la dette à long terme liée aux	40				
activités de fonctionnement	50				
	51				
Solde à la fin de l'exercice	52	((32 562))	()
Financement des investissements en cours					
Solde au début de l'exercice	53		(3 084 172)	(192	(008
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54		(28 337)		
Solde redressé au début de l'exercice	55		(3 112 509)	(192	(008
Ajouter (déduire)					
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à				(0.004	
des fins fiscales	56		2 691 292	(2 891	372)
Virements					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57				
Excédent de fonctionnement affecté Réserves financières et fonds réservés	58				
Reserves inidificieres et forius reserves	59		2 604 202	/2.904	272\
Solde à la fin de l'exercice	60		2 691 292 (421 217)	(2 891 (3 084	
Soide a la liff de l'exercice	61		(421217)	(3 004	172)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs					
Solde au début de l'exercice	62		17 182 178	11 952	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63		·= ·= · ·	2 211	
Solde redressé au début de l'exercice	64		17 182 178	14 164	253
Ajouter (déduire)					
Affectations et virements					
Activités de fonctionnement	65				
Excédent de fonctionnement affecté	66		(000,000)	0.045	005
Variation résiduelle de l'exercice	67		(289 363)	3 017 17 182	
Solde à la fin de l'exercice	68		16 892 815	17 182	. 170

S46-2 38-2

FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ CAPITAL AUTORISÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Non addite	RÈGLEMENT N°		MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER		1 .	750 000
Augmentation			
À même l'excédent de fonctionnement		_ 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale		3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt		4 -	
		5 _	750 000
Diminution		6 -	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE		7	750 000

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		2015			2014	
		Budget		Réalisations		Réalisations
Revenus						
Ventes d'électricité						
Domestique et agricole	1					
Générale et institutionnelle	2					
Industrielle	3					
Autres	4					
Autres revenus						
7.44.00.10401140	5 6					
Charges						
Achat d'énergie	7					
Taxe sur le revenu brut	8					
Frais d'exploitation	9					
Autres frais						
Frais de financement	10					
Amortissement des immobilisations	11					
Amortissement des immobilisations	12					
Partie imputée à la municipalité pour	13					
consommation d'électricité		() () (,
consommation a electricite	14	() () (
Excédent (déficit) de fonctionnement avant	15					
,						
conciliation à des fins fiscales	16					
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4-					
Produit de cession	17					
(Gain) perte sur cession	18					
Réduction de valeur	19					
Reduction de valeul	20					
Financement	21					
Financement à long terme des activités de						
fonctionnement Remboursement de la dette à long terme	22	1) () (,
Tembodisement de la dette a long temie	23	() () (
Affin de Comp	24					
Affectations		,	\		\	,
Activités d'investissement	25	() () ()
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26					
Excédent de fonctionnement affecté	27					
Réserves financières et fonds réservés	28					
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29					
Investissement net dans les immobilisations						
et autres actifs	30					
	31					
Evoédent (déficit) de fonctionnement	32					
Excédent (déficit) de fonctionnement						
de l'exercice à des fins fiscales	33					

S49 41

TAUX DES TAXES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Taxes sur la valeur foncière Taxes générales		Du 100 \$ d'évaluation
Taxe foncière générale (taux unique)	1	
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	0],[5]9]1[8]\$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	0,6900\$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	1,1000\$
Catégorie des immeubles industriels	5	1, 1814 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	1, 1836\$
Catégorie des immeubles agricoles	7	0,5918\$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	, \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	\$
Catégorie des immeubles industriels	12	\$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	\$
Catégorie des immeubles agricoles	14	\$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	,
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	\$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	\$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	\$
Catégorie des immeubles industriels	19	\$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	\$
Catégorie des immeubles agricoles	21	\$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	\$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	\$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	,\$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	,\$
Catégorie des immeubles industriels	26	\$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	\$
Catégorie des immeubles agricoles	28	\$

S50 42

TAUX DES TAXES (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (Montant fixe)		Par unité de logement
Eau	1	1 6 5 , 0 0 \$
Égout	2	,\$
Eau et égout	3	,\$
Traitement des eaux usées	4	1 5 5 , 0 0 \$
Matières résiduelles	5	1 0 5 , 5 5 \$
		% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Sécurité publique	175,0000	4	
Résidus verts	15,2300	4	
Matières recyclables	40,9800	4	
Dette ancien Richelieu	,0123	1	
Eau (consommation exc. à 320 m3)	,2500	7	
Urbanisé 2009	,0271	1	
Urbanisé	,0197	1	
Règlement 02-R-045	,0282	2	
Règlement 02-R-047	2,5457	2	
Règlement 02-R-039 (secteur F1)	5,1698	3	
Règlement 02-R-039 (secteur F2-A)	7,7814	3	
Règlement 02-R-039 (secteur F2-B)	,0567	3	
Règlement 02-R-039 (secteur F3)	2,3615	3	
Règlement 02-R-039 (secteur F4)	4,3465	3	
Règlement 04-R-066	316,5000	4	
Règlement 07-R-100-1	,1134	3	
Règlement 07-R-100-1	3,9798	4	
Règlement 06-R-099 (bassin A)	23,6457	3	
Règlement 06-R-099 (bassin C)	12,1454	3	
Règlement 03-R-061 (bassin A)	,2391	2	
Règlement 03-R-061 (bassin A)	43,6000	3	
Règlement 03-R-061 (bassin A)	6 380,3500	4	
Règlement 03-R-061 (bassin B)	,2578	2	
Règlement 03-R-061 (bassin B)	10,1500	3	
Règlement 03-R-061 (bassin C)	,2650	2	
Règlement 03-R-061 (bassin C)	12,2600	3	
Règlement 03-R-061 (bassin D)	,2366	2	
Règlement 03-R-061 (bassin D)	10,8643	3	
Règlement 03-R-061 (bassin E)	,1490	2	
Règlement 03-R-061 (bassin E)	6,7845	3	
S51			43

S51 43

TAUX DES TAXES (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règlement 03-R-061 (bassin F)	,1336	2	
Règlement 03-R-061 (bassin F)	6,9506	3	

^{1.} Code: 1 - du 100 \$ d'évaluation

^{2 -} du mètre carré

^{3 -} du mètre linéaire

^{4 -} tarif fixe (compensation)

^{5 -} du 1 000 litres

^{6 - %} de la valeur locative

^{7 -} autres (préciser)

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Non audité	OUI	NON	S.O.
1.	Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
	Un rapport financier consolidé comprend la consolidation			
	ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 X	2	
	Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 X	4	
2.	Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5	6 X	
3.	La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7	8 X	
	Si oui, indiquer les montants suivants :			
	a) le montant total versé en 2015	9	\$	
	b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4.	La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11	12 X	
	Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
	a) crédits de taxes	13	\$	
	b) autres formes d'aide	14	\$	
5.	La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 X	16	
	Si oui, indiquer le montant.	17	171 356 \$	
6.	La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18	19 X	
	Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7.	Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 X

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Non audité	OUI	NON	S.O.
8.	La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23	24 X	
	Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25	26	
9.	La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27	28 X	29
	es questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant es compétences de MRC seulement			
10	La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30	31 X	
11	La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32	33 X	

S52-2 44-2

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse	200, boul. Richelieu	
	(no) (rue)	
	Richelieu, Québec	J3L 3R4
	(Municipalité)	(Code postal)
Téléphone	(450) 658-1157	
-	(ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(450) 658-5096	
0	(ind. rég.) (numéro)	
Courriel	s.charpentier@ville.richelieu.qc.ca	
TRÉSORIER OU SECRÉ	TAIRE-TRÉSORIER	
Nom	Sylvie Charpenteir	
Téléphone	(450) 658-1157	
	(ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(450) 658-5096	
	(ind. rég.) (numéro)	
Courriel	s.charpentier@ville.richelieu.qc.ca	
AUDITEUR INDÉPENDA	NT	
Nom	Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL	
Titre	Comptables professionnels agréés	
Adresse	35, rue Dufferin	
, tal 0000	(no) (rue)	
	Granby, Québec	J2G 4W5
	(Municipalité)	(Code postal)
Téléphone	(450) 375-4400	` ' '
Тегериене	(ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(450) 375-0128	
. с. с с с р. с с.	(ind. rég.) (numéro)	
Courriel	legendre.marc@rcgt.com	
Responsable du dossier	Marc Legendre, FCPA, FCA	
VÉRIFICATEUR GÉNÉR	AL (s'il y a lieu)	
Nom		
Titre		
A done a co		
Adresse	(no) (rue)	
	(no) (nuc)	
	(Municipalité)	(Code postal)
Téléphone		•
P	(ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(ind. rég.) (numéro)	
Courriel	(ind. reg.) (indinero)	

S55 45

RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017 EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015	1	
Facteur comparatif	2	
Valeur uniformisée	3	

S56 46

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , <u>Sylvie Charpentier</u>, atteste que le rapport financier consolidé

de <u>Richelieu</u> pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis

de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,

a été déposé à la séance du conseil du <u>2016-06-06</u>.

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Richelieu.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que <u>Richelieu</u> consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Richelieu détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 2 163 102 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,9935 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-05-30 09:48:14

Date de transmission au Ministère : 2016/06/07

S57 47

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom: Richelieu



| The content of the Name of the Control o

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2014	2015		2014	
	_	Administration	Administration	Total	Total	
		municipale	municipale	consolidé	consolidé	
Actifs financiers						
Débiteurs	1	3 238 864	4 035 230	4 334 508	3 715 629	
Autres	2	4 431 253	4 074 877	4 582 448	4 750 685	
	3	7 670 117	8 110 107	8 916 956	8 466 314	
Passifs						
Dette à long terme	4	7 617 364	9 378 515	9 402 506	7 630 940	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			54 443	64 891	
Autres	6	3 823 757	907 795	1 232 869	4 229 696	
	7	11 441 121	10 286 310	10 689 818	11 925 527	
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(3 771 004)	(2 176 203)	(1 772 862)	(3 459 213)	
Actifs non financiers						
Immobilisations	9	22 413 597	22 876 270	23 298 068	22 843 636	
Autres	10	33 308	55 247	67 357	45 040	
	11	22 446 905	22 931 517	23 365 425	22 888 676	
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	2 210 707	1 306 469	1 521 992	2 334 229	
Excédent de fonctionnement affecté	13	1 903 125	2 561 337	2 752 096	2 077 416	
Réserves financières et fonds réservés	14	464 063	383 348	433 900	521 890	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 ()	(32 562))((15 170)) (18 540	
Financement des investissements en cours	16	(3 084 172)	(421 217)	(421 217)	(3 084 172)	
Investissement net dans les immobilisations						
et autres actifs	17	17 182 178	16 892 815	17 290 622	17 598 640	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18					
	19	18 675 901	20 755 314	21 592 563	19 429 463	

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2015

	710 01 22022112		
		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - A	dministration		
municipale			
- Divers projets	20	2 561 337	1 903 125
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28		
	29	2 561 337	1 903 125
Excédent de fonctionnement affecté - C	rganismes		
contrôlés	30	190 759	174 291
	31	2 752 096	2 077 416
Réserves financières	32	36 787	45 220
Fonds réservés	33	397 113	476 670
	34	3 185 996	2 599 306

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations 2014 Administration municipale	Budget 2015	Réalisations 2015		
			Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	
Fonctionnement						
Taxes	1	5 681 911	5 763 241	5 830 055	5 830 055	
Compensations tenant lieu de taxes	2	84 684	64 000	80 877	80 877	
Quotes-parts	3				126 941	
Transferts	4	153 558	399 349	161 032	426 683	
Services rendus	5	186 482	89 200	142 802	636 108	
Autres	6	338 432	224 500	365 545	599 352	
	7	6 445 067	6 540 290	6 580 311	7 700 016	
Investissement						
Taxes	8			389 640	389 640	
Quotes-parts	9					
Transferts	10			1 509 187	1 509 187	
Autres	11	19 347		22 955	22 955	
	12	19 347		1 921 782	1 921 782	
	13	6 464 414	6 540 290	8 502 093	9 621 798	

Extrait du rapport financier, page S7

S61 4